

Quand la compétence d'une ministre dérange...

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4140 - Mercredi 5 avril 2017 - Prix : 10 DA

Gestion des déchets à Béjaïa

«La problématique de l'environnement et de l'hygiène sera résolue»

Page 3

En attendant l'effervescence de la campagne électorale

Les partis déjà sur le terrain

Page 3

La priorité commune

Par Mohamed Habili

Nikki Haley, l'ambassadrice américaine à l'ONU, n'a finalement pas attendu longtemps avant de paraître se dédire relativement à ce qu'elle avait déclaré sur le président syrien, à savoir que le départ de celui-ci n'était pas une priorité pour les Etats-Unis, ce qui du reste ne faisait de doute pour personne. Sous la pression des Européens, et sans doute aussi des monarchies alliées du Golfe, pour qui le plus grand danger n'est pas Daech mais le régime syrien, la voilà qui rééquilibre son propos en qualifiant Bachar Al Assad de criminel de guerre et de principal obstacle à la paix. L'opposition admise aux négociations tant à Genève qu'à Astana, ne peut évidemment que s'en réjouir, elle qui sur le terrain militaire, le seul en définitive qui compte, n'arrête pas de reculer. Au train où cela va, viendra bientôt bien un moment où le conflit syrien aura été réglé faute d'opposants avec qui l'armée syrienne devra continuer de se battre. Il n'y en aura pas moins alors d'opposants pour tenir le langage du vainqueur. Pour parler comme du temps où en effet le régime syrien semblait condamné. Difficile de faire la paix avec un adversaire militairement vaincu mais qui ne s'en estime pas moins en droit de dicter ses conditions, encouragé en cela par bien des puissances. Cette situation pour le moins paradoxale, cette aberration devrait-on dire plutôt, apparaîtra avec bien plus de netteté à l'avenir, lorsque Daech aura été complètement démantelé en Syrie.

Suite en page 3

Vols, trafic de drogue, délinquance, banditisme...

La criminalité prend de l'ampleur



La criminalité est en train de prendre une ampleur menaçante, plongeant la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogue, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus.

Lire page 2

Sous-traitance automobile

Bouchouareb : le cahier des charges soumis au gouvernement

Page 4

Un metteur en scène au sujet de la promotion du 4^e art en Algérie

«L'ouverture des portes du théâtre aux jeunes talents», passage obligé

Page 5

Houda Faraoun violemment
attaquée par deux journaux
**Quand la
compétence d'une
ministre dérange...**

RAREMENT, sinon jamais, on n'a vu se déclencher un tel tir croisé, sur ordre évident, ciblant un ministre de la République. Plus exactement «une» ministre, puisque les attaques ont usé de termes s'attardant, sur fond d'un machisme et d'une misogynie sans égal, sur sa nature de femme. La dame en question, en l'occurrence Houda Imane Faraoun est ministre de la Poste, des Technologies de l'information et de la Communication. Usant de qualificatifs recueillis dans le dictionnaire des plus basses injures, sans arguments autres que ceux de la calomnie la plus vile et puisant dans le seul instinct de destruction, ces philippiques dignes des champions dans la seule matière dans laquelle excellent leurs auteurs, la perfidie, ont étonné tous les observateurs. En effet, la nomination, à 36 ans, de Houda Faraoun a été plus que favorablement accueillie par l'opinion publique, au moins pour les diplômés dont elle est bardée et la compétence dont elle a fait montre dans ses précédents postes. Qu'on en juge : Docteur puis enseignante-chercheur dans une unité de recherche en matériaux et énergies renouvelables à l'université de Tlemcen en 2006, elle y a monté une équipe et créé une entité de recherche dans le secteur des matériaux et des TIC. Ensuite, bien après des études poussées en France, Houda Imane Faraoun prend la tête de l'Agence nationale pour le développement de la recherche universitaire (Andru) en 2011, avant l'Agence thématique de recherche en sciences et technologies (Atrst). Il est évident, et des exemples contraires ne manquent pas, qu'un bon bagage ne signifie pas forcément un bon ministre, et c'est sur le terrain que cette jeune ministre a fait honneur à toute la confiance en elle. Multipliant les visites inopinées dans les bureaux de poste et autres structures relevant de son secteur, elle a fait plus que tous ses prédécesseurs dans la dynamique de remise en ordre, écartant les incompetents et les négligents et en les remplaçant par des cadres pourvus du sens de la responsabilité. Sa maîtrise des nouvelles techniques de télécommunication a été rentabilisée par la formidable avancée connue par ce domaine, notamment Internet qui accusait un immense retard avant son arrivée à la tête du département. Simple jalousie ou volonté délibérée de protéger les intérêts menacés par l'action de cette ministre, il reste que cette campagne orchestrée par on ne sait quel cercle occulte, pourquoi pas du même gouvernement, atteste que Houda Faraoun, n'en déplaît à ses détracteurs, est sur le bon cap. Il se dit que la meilleure défense (ici celle des intérêts) est l'attaque, mais cette fois ce sont les attaquants et leurs commanditaires qui se retrouvent éclaboussés par leurs propres assauts diffamatoires.

Halim N./L.J.

Vols, trafic de drogue, délinquance, banditisme...

La criminalité prend de l'ampleur

■ La criminalité est en train de prendre une ampleur menaçante, plongeant la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogue, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus.

Par Meriem Benchaouia

La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétudes des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance juvénile qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, et les chiffres de la DGSN en attestent. En effet, la criminalité est en train de prendre une ampleur menaçante, plongeant la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. En effet, les cas enregistrés par les éléments de la gendarmerie, à travers le territoire national, les faits journalièrement exposés sur les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les services de sécurité mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat



ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Selon les derniers chiffres de la DGSN, plus de 5 000 personnes sont impliquées dans des affaires liées à la détention de drogue et de comprimés psychotropes, aux parkings anarchiques et au port d'armes prohibées, durant le premier trimestre de 2017. Dans le cadre de la lutte contre le phénomène des parkings anarchiques à travers les quartiers et rues de la capitale, les mêmes services ont recensé 498 parkings illicites et arrêté 551 mis en cause, a ajouté un communiqué. 1 150 affaires liées au port d'armes prohibées ont été traitées durant la période considérée par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger qui ont arrêté 1 230 mis en cause, outre le traitement de 3 444 affaires de détention de drogue et de psychotropes ayant permis l'arrestation de 3 741 mis en cause, a conclu le

document. Plus de 600 affaires liées à la fabrication de la fausse monnaie nationale et étrangère ont été traitées durant l'année 2016 par les experts de police du département documents/écritures du Laboratoire central de la police scientifique et technique relevant de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication relevant de la DGSN. 604 affaires liées à la fabrication de la fausse monnaie nationale et étrangère ont été traitées durant l'année 2016 et se sont soldées par l'arrestation de 273 individus dont 3 de nationalités étrangères, tous déferés devant les juridictions compétentes, ajoute le communiqué. Les services de police ont saisi 26 927 faux billets à travers le territoire national, en monnaie nationale de différentes coupures (de 100 DA à 2 000 DA), d'une valeur pécuniaire de 27 494 900 DA, outre la saisie de 387 faux billets en devise. L'expertise scientifique et la for-

mation supérieure des éléments de la Sûreté nationale dont jouissent les experts de police dans ce domaine a permis de déjouer les tentatives de fabrication de la fausse monnaie.

**223 individus arrêtés
et 39 armes
blanches saisies
dans 10 wilayas**

223 individus impliqués dans des actes criminels (détention et vente de drogue, vols et agressions à l'arme blanche...) ont été arrêtés au niveau de dix wilayas par les éléments de la Sûreté nationale, outre la saisie de 2 kg de kif traité, 3 062 comprimés psychotropes et 39 armes blanches. Dans ce contexte, les forces de Sûreté de la wilaya d'Alger ont effectué des descentes dans les zones «sensibles» des quartiers populaires, ce qui a permis la saisie de 192 g de kif traité, 75 comprimés psychotropes et 21 armes blanches, outre l'arrestation et la présentation de 115 individus déferés à la justice pour détention de drogue, de psychotropes et d'armes blanches. Dans la wilaya de Tamanrasset, une quantité de 2 696 comprimés psychotropes a été saisie. Le suspect, âgé de 62 ans, s'adonnait au trafic de psychotropes à son domicile à Tamanrasset. Trois autres suspects ont été arrêtés à Annaba, suite à des informations dénonçant un groupe criminel spécialisé dans le trafic de drogue, activant sur l'axe Est du pays, outre la saisie de plus d'un kilogramme de kif traité.

M. B.

Bilan : 58 morts

Attaque au gaz toxique en Syrie

Le bilan de l'attaque au «gaz toxique», menée hier contre la ville rebelle de Khan Cheikhoun dans le nord-ouest de la Syrie, s'est alourdi. Il est passé de 35 à 58 morts, dont 11 enfants, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Selon cette organisation, au moins 11 enfants figurent parmi les personnes tuées. Plus de 60 personnes ont également été blessées dans l'attaque de cette ville tenue par les rebelles. Ces personnes ont succombé après avoir été transportées dans les hôpitaux, a précisé Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, cité par l'AFP. La Coalition nationale, importante composante de l'opposition syrienne, a accusé le régime du criminel Bachar d'avoir mené ce raid avec des obus contenant du gaz chimique et a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de «convoquer une réunion urgente après ce crime et d'ouvrir une enquête immédiate». Cependant, le gouvernement

syrien dément utiliser des armes chimiques dans une guerre qui a déjà fait plus de 320 000 morts depuis mars 2011. Il a ratifié la Convention sur l'interdiction des armes chimiques en 2013.

**L'évacuation
de quatre villes
assiégées retardée**

La mise en œuvre d'un accord pour l'évacuation de quatre localités assiégées en Syrie a été retardée à la suite de négociations de dernière minute, a indiqué, hier, un responsable gouvernemental et l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'évacuation de plus de 30 000 personnes de Foua, Kafraya, Madaya et Zabadani, parrainée par le Qatar et l'Iran devait débuter hier, mais elle pourrait être repoussée jusqu'à plus tard cette semaine, entre jeudi et dimanche, selon l'OSDH. Foua et Kafraya sont deux localités

aux mains des forces gouvernementales dans la province d'Idleb (nord-ouest) encerclées par les insurgés, tandis que Madaya et Zabadani sont des enclaves rebelles assiégées par les forces gouvernementales. Des habitants des quatre localités ont exprimé des réserves sur leurs évacuations, a affirmé le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, cité par l'AFP. Selon l'accord initial, l'ensemble des 16 000 habitants de Foua et Kafraya doivent quitter les deux localités, d'après l'OSDH. Mais en ce qui concerne Madaya et Zabadani, «la question est de savoir si tous les civils vont partir, car certains souhaitent rester», a indiqué M. Abdel Rahmane. Il n'est pas clair non plus si les forces gouvernementales «vont entièrement reprendre (ces deux localités) ou s'il y a un accord pour hisser le drapeau uniquement», selon lui. Hassan Charaf, qui supervise l'accord au nom du gouvernement, a confirmé le

décal, mais l'a imputé aux désaccords entre les différents groupes rebelles qui contrôlent la route entre Foua et Kafraya et les territoires sous contrôle du gouvernement. Selon le Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises, Christos Stylianides, la situation humanitaire en Syrie nécessite «une réponse commune» de la part de la communauté internationale, soulignant que «seule une solution politique» au conflit «peut mettre fin à la souffrance» du peuple syrien. Intervenant à l'ouverture d'une session sur la situation humanitaire en Syrie, organisée en prélude de la Conférence internationale sur la Syrie, le Commissaire européen a affirmé que «l'ampleur de la souffrance (du peuple syrien) nécessite plus d'action». «Je l'ai déjà dit plusieurs fois : il n'y a pas de solution humanitaire à cette crise.

Louiza A. R./APS

En attendant l'effervescence de la campagne électorale

Les partis déjà sur le terrain

■ A quelques jours du coup d'envoi officiel de la campagne électorale fixé pour le 9 avril en cours en prévision des législatives du 4 mai, nombreux sont les partis et formations politiques concernés qui ont multiplié leurs activités en vue de séduire leur électorat.

Par Linda Naili

FLN, RND, MPA, FFS, RCD, PT, MSP, UNAE (Union Nahda, El-Adala et El Bina) et Taj, tous ont d'ores et déjà entamé leur «guerre» en vue d'une prise maximale de sièges à la prochaine législature. Hormis les actions et activités électorales partisans «traditionnelles» que sont les meetings populaires, les déplacements dans les quartiers et autres activités organiques, il est à remarquer que cette campagne électorale de 2017 aura fortement été placée, et pour beaucoup, sous le signe des TIC, au sens où tous les partis politiques, toutes mouvances confondues, se sont désormais inscrits sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter particulièrement. Une manière pour eux de se montrer à la page certes, mais surtout le coup de frappe qu'offrent ces réseaux en termes de matraquage médiatique. Les comptes Facebook de plusieurs chefs de partis publient régulièrement leurs activités partisans, commentent leurs programmes et annoncent le calendrier de leurs sorties. Avec une précampagne électorale au goût d'une véritable, engagées dans la course à raffer le maximum de sièges à l'APN (Assemblée populaire nationale), les formations politiques en lice, du moins les leaders d'entre elles, ont commencé leurs opérations de séduction. Circonstance oblige, la première cible reste les voix des électeurs. Pour ce faire, les partis politiques, agendas des meetings bien concis, entament leur périple à travers le territoire national à la rencontre des populations quand bien même fussent-elles au fin fond du pays. C'est ainsi que pour le parti majoritaire à l'actuelle Assemblée nationale, le FLN, son secrétaire général Djamel Ould Abbas a présidé une rencontre réunissant les candidats têtes de listes et les mouhafads. Dans ce contexte, il est à relever que les militants du FLN ont commencé à rendre publiques les listes de leur parti à



travers les réseaux sociaux, allant jusqu'à leur demander de porter des pronostics sur les éventuels résultats qu'obtiendrait le parti. Le parti d'Ahmed Ouyahia, lui aussi s'est inscrit dans cette démarche. Vendredi dernier, le bureau national du RND (Rassemblement national démocratique) a tenu un meeting populaire sous la direction du Secrétaire général durant lequel les préparatifs liés à la campagne électorale ont été abordés. En outre, en contact direct avec les populations, le RND a engagé une forte campagne sur son site web et les réseaux sociaux sur lesquels il y explicite son programme électoral. Et comme pour ne pas rater son opération, le RND est allé même organiser à l'occasion une Journée de formation sur l'utilisation des moyens d'information. De son côté, le parti de Amara Benyounés, qui faut-il le rappeler est présent dans 49 circonscriptions électorales, misant sur la proximité, prônant le slogan «pour une démocratie paisible», a mobilisé pour la circonstance toutes ses troupes. Aussi, le MPA (Mouvement populaire algérien) qui entend «au moins» maintenir sa 3^e place au sein de l'APN actuellement, outre son regroupement annulé à la dernière minute pour des raisons de santé à Bordj Bou-Arreridj, a tenu auparavant un meeting à Khenchela où Benyounés à fortement insisté sur la nécessité d'un «vote massif» aux législatives du 4



mai. Un vote massif qui, a-t-il dit, «est synonyme de crédibilité et de légitimité des élus qui représentent le peuple au Parlement». De son côté, le Front des forces socialistes (FFS) a mis à profit la rencontre nationale des jeunes du parti organisée à Alger, pour mettre les bouchées doubles sur ses préparatifs pour ce rendez-vous électoral, qu'il dit vouloir en faire une étape dans le processus de la reconstruction du consensus national et populaire dans l'objectif de créer les conditions d'un changement pacifique et démocratique. Faisant état, par la même occasion, du retour de son site internet appelé désormais «le Lien», le FFS continue de réunir les coordinations de campagne dans différentes régions et annonce l'organisation, jeudi prochain, d'un meeting populaire à Béjaïa. S'agissant du parti de Mouhcine Bel Abbas, qui rappelle-on le a boycotté les législatives de 2012, le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) multiplie les rencontres avec ses militants autour du programme électoral élaboré à l'occasion de ces législatives et intitulé «un nouveau départ pour l'Algérie». Sur les réseaux sociaux, les militants et les cadres du RCD font état des activités de leur formation politique en relation avec les élections législatives prochaines et rendent publiques les affiches des 13 listes engagées par le parti. Quant au parti de Louisa Hanoune, le



Parti des travailleurs (PT), lui aussi mène sa précampagne électorale et ne lésine pas sur la sensibilisation de ses militants et cadres et rappelle son engagement à défendre les préoccupations tant des ouvriers que celles des citoyens de combattre l'enrichissement illicite. Pour leur part, les formations politiques de mouvance islamiste concernées par ce scrutin législatif du 4 mai prochain, ne sont pas été en reste de ce paysage de «bataille électorale». C'est ainsi que l'Alliance du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a elle aussi choisi l'action de proximité et multiplie ces derniers temps sorties et rencontres populaires. Récemment, Abderezak Makri, président du MSP, s'est rendu à Guelma et à Souk-Ahras où il a rencontré des citoyens et procédé à l'ouverture d'une nouvelle permanence électorale. Pour ce qui est de l'Union pour Nahda, El-Adala et El Bina (UNAE), cette dernière, sous le slogan électoral «Préserver le pays et œuvrer pour l'intérêt public», se charge de diversifier ses activités à travers le pays. En somme, en dépit de ce début d'effervescence électorale, les citoyens, bien plus préoccupés par une mercuriale en feu depuis des mois d'autant plus que le compte à rebours de l'arrivée du ramadhan est entamé, affichent une certaine indifférence à ce «spectacle électorale».

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

La priorité commune

suite de la page Une

La lutte contre lui continue de parasiter la guerre entre le régime syrien et l'opposition portée à bout de bras par les monarchies du Golfe et les pays européens, et dont l'issue est déjà tranchée, mais elle touche à sa fin. En fait, il ne coûte rien à la diplomatie américaine de fustiger le président syrien dans les mêmes termes que ses ennemis dans la région et hors de celle-ci, entendu que l'administration Trump ne fait pas de sa chute sa priorité. Déjà que l'administration précédente tenait la même ligne, sauf qu'elle l'accompagnait d'un verbe bien plus hostile et accusateur à l'encontre de Bachar Al Assad. Celui-là même auquel l'ambassadrice américaine à l'ONU s'essaye aujourd'hui pour complaire aux alliés arabes et européens. Il existe cependant une différence entre les deux administrations et elle ne concerne pas la Syrie mais l'Iran. Sans déclarer en quoi consistait sa priorité, l'administration Obama agissait comme si pour elle cette priorité c'était Daech. Elle aurait bien voulu qu'elle englobe le régime syrien, faire d'une pierre deux coups, mais ce n'était guère possible sans prendre le risque d'une guerre avec la Russie, ce dont elle ne voulait pas. L'administration Trump, elle, ne cache pas qu'elle a une priorité, sauf qu'elle n'est pas nécessairement celle qu'elle dit avoir. Sa priorité c'est le régime iranien, ce n'est pas le régime syrien, le protégé en quelque sorte intouchable de la Russie. Or cette priorité n'est pas seulement la sienne, c'est aussi celle d'Israël et de l'Arabie Saoudite, et d'autres encore dans la région. C'est même celle d'Israël et des monarchies sunnites avant d'être la sienne. Si demain le régime syrien commençait seulement à dire du mal des Iraniens, il y a des chances pour que les monarchies du Golfe et les Européens cessent aussitôt de faire de son renversement leur priorité. La guerre contre l'Iran est le moyen qui semble aux puissances impérialistes le plus indiqué pour bien intégrer Israël dans son milieu arabe et musulman.

M. H.

de son organisation, à savoir «initier et mettre en œuvre des projets démonstratifs à faible émission de gaz à effet de serre au niveau de la wilaya d'Oran, comme région pilote pour le développement d'une économie verte». Le président de «Club92», M. Azzoug, a pris l'engagement de mettre rapidement un processus de traitement des déchets à Béjaïa, comme wilaya pilote, faisant remarquer que «les techniques de l'enfouissement et de l'incinération ne sont pas rentables et que les déchets doivent être considérés comme un investissement et une économie».

Hocine Cherfa

Gestion des déchets à Béjaïa

«La problématique de l'environnement et de l'hygiène sera résolue»

«L'objectif de cette rencontre est de prendre connaissance des expériences concrètes menées dans différentes régions du pays et d'établir une feuille de route pour la wilaya de Béjaïa», a-t-on souligné. Et d'ajouter : «Elle vise, en particulier, la mobilisation des acteurs du territoire de la wilaya autour de questions cruciales pour le développement national et pour la préservation des ressources, à savoir l'économie d'énergie, la

promotion des énergies renouvelables et la valorisation des déchets». Cette rencontre a rassemblé des représentants et directeurs de multiples secteurs : environnement, urbanisme, éducation, formation professionnelle, emploi, industrie et mines, énergie, logement, équipements, conservation des forêts, affaires religieuses, etc. Ainsi que des élus APW et APC, des opérateurs économiques publics et privés, la chambre de commerce et d'industrie, des associations environnementales et de quartiers, l'Ordre des architectes, des promoteurs immobiliers, des investisseurs et des responsables du secteur universitaire et de la recherche scientifique.

L'opportunité a été donnée aux nombreux participants de parler des bonnes pratiques et des comportements éco-citoyens, pour concrétiser des programmes locaux environnementaux en souffrance et trouver des solutions urgentes aux problèmes auxquels est confrontée la wilaya depuis près de trois décennies, et tracer des perspectives pour mieux maîtriser la gestion des déchets. Intervenant à l'ouverture de la conférence, le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab, a exprimé sa volonté irrépressible de trouver une solution rapide à la problématique de l'environnement. Il dira à ce sujet : « La problématique de l'environnement et de l'hygiène sera derrière nous d'ici peu de

temps», posant par la suite la condition de la réussite de sa feuille de route par l'apport et l'implication des citoyens. Selon lui, le manque d'hygiène qui constitue un véritable problème aux citoyens est en réflexion avec «le Club92» qui gèrera prochainement les déchets de la wilaya avec la création de l'entreprise «Béjaïa Environnement». Le président de l'ONG R20Med, M. Bessaoud, a, lui, développé l'expérience de la gestion des déchets dans la wilaya d'Oran. Il a plaidé pour une «efficacité énergétique», la mise en place d'outils modernes de gestion des déchets ménagers et le développement de la culture éco-citoyenne. Il a mis en exergue la mission principale

Sous-traitance automobile

Bouchouareb : le cahier des charges soumis au gouvernement

■ Selon le ministre, la sous-traitance a désormais un «appui réglementaire concret» qui prend en charge ce créneau, créateur de richesse et de valeur ajoutée, dans le cadre de la nouvelle loi d'orientation sur la petite et moyenne entreprise, adoptée récemment par le Parlement.

Par Salem K.

Le cahier des charges sur la sous-traitance automobile est finalisé et soumis au gouvernement, a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb. «Concernant le cahier des charges de la sous-traitance, les textes sont au niveau du gouvernement», a déclaré M. Bouchouareb à la presse, en marge du lancement d'un jumelage entre l'Algérie et l'Union européenne pour développer l'innovation industrielle en Algérie.

Selon le ministre, la sous-traitance a désormais un «appui réglementaire concret» qui prend en charge ce créneau, créateur de richesse et de valeur ajoutée, dans le cadre de

la nouvelle loi d'orientation sur la petite et moyenne entreprise, adoptée récemment par le Parlement. «Dans ce cadre, nous avons demandé à nos partenaires (Renault, Volkswagen et autres constructeurs automobiles) de s'inscrire et de s'impliquer dans cette politique de sous-traitance pour développer ces métiers», a encore indiqué le ministre. «Nous avons ouvert notre marché à nos partenaires. En contrepartie, nous demandons des parts de marché pour les pièces (de rechange) que nous fabriquerons», a-t-il expliqué.

M. Bouchouareb a rappelé, à cette occasion, que l'industrie automobile en Algérie a amorcé des progrès «malgré quelques



problèmes et difficultés qu'elle rencontre». Interrogé par la presse sur un éventuel impact de l'introduction des licences d'importation sur l'Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, M. Bouchouareb affirme que cette procédure n'impactera pas cet accord, car elle intervient dans une conjoncture spéciale, marquée par une situation économique difficile pour le pays. «Chaque pays qui fait face à des difficultés financières revêt ses priorités (...)».

Nous n'avons entrepris aucune démarche qui soit contradictoire avec les clauses de l'accord», a ajouté M. Bouchouareb.

S. K./APS

Transport maritime de voyageurs

L'Entmv se dotera d'un nouveau car-ferry

L'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (Entmv) a attribué à un groupe chinois la construction d'un nouveau car-ferry, à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières des entreprises soumissionnaires. Le navire sollicité par l'Entmv à travers un appel d'offres international lancé septembre 2016, aura une capacité de 1 800 passagers et 600 véhicules, ce qui lui permettra de rajouter sa flotte et de doubler ses capacités de transport pour répondre aux besoins de sa clientèle,

selon l'avis d'attribution du marché publié mardi. Le montant du marché est de 175 millions de dollars avec un délai de construction de 26 mois. Le groupe chinois est constitué de deux entreprises, à savoir Chantier Guangzhou Shipyard International et China Shipbuilding Trading company, précise-t-on. L'Entmv a lancé, en 2016, un programme pour renforcer sa flotte par l'achat de 2 navires, le premier neuf dont l'offre chinoise a été retenue, tandis que le second aura moins de cinq ans d'âge.

Depuis 1995, l'entreprise a procédé graduellement au renouvellement de l'ancienne flotte par l'acquisition de trois nouveaux bateaux de transport de voyageurs toujours en activité. Il s'agit des car-ferries *El Djazair 2* (acquis en mai 2005), *Tassili 2* (2004) et *Tarik Ibn Ziad* (1996) avec une capacité totale de 3 940 passagers et de 1 046 véhicules. Toutefois, durant la haute saison, l'entreprise procède souvent au renforcement de sa flotte par des navires affrétés, rappelle-t-on.

Dalil Y.

Pharmacie et médecine dentaire

Les étudiants peuvent rattraper les cours en juillet et septembre

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a indiqué, hier à Alger, que «les étudiants en pharmacie et médecine dentaire qui étaient en grève peuvent rattraper les cours en juillet et septembre prochains». «Le rattrapage des cours peut se faire en juillet et septembre prochains», a précisé M. Hadjar lors d'une conférence de presse à l'occasion de l'organisation de la Conférence nationale des universités. «Le suivi de la grève ayant été mitigé à travers les différentes facultés, le volume de cours à rattraper diffère d'une faculté à l'autre, voire au sein d'une même faculté», a souligné le ministre, précisant que «de nombreux étudiants ont suivi leurs cours normalement depuis la rentrée universitaire». Le rattrapage des cours est une opération «purement pédagogique», a soutenu M. Hadjar, affirmant que «décréter l'année blanche est une décision pédagogique et non politique ou administrative». Les étudiants en pharmacie et médecine dentaire ont mis fin en mars dernier à plusieurs mois de grève au niveau de certaines facultés, après satisfaction de leurs revendications par les secteurs ministériels concernés. (APS)

Investissements agricoles

Sérieux déficit en infrastructures

Appelée à être à l'avant-garde du développement de l'agriculture à l'échelle nationale, Aïn Defla peine à s'acquitter de cette mission en raison notamment de déficiences d'investissements dans des créneaux d'activité à forte valeur ajoutée. En dépit de ses potentialités avérées notamment en termes de disponibilité des terres agricoles, de barrages et de retenues collinaires, force est de constater que le manque d'investissements liés à l'agriculture empêche la wilaya de faire du secteur agricole un véritable moteur de développement. Dans la perspective de la mise en place d'une économie diversifiée à même de se substituer à la rente pétrolière, Aïn Defla peut constituer un modèle de développement de l'agriculture pour peu que les opportunités d'investissements y soient exploitées de façon optimale, soutiennent des professionnels.

Froid et stockage des céréales, en manque d'investissement

A la tête des créneaux à consolider pour permettre à la wilaya d'optimiser ses atouts

dans le domaine de l'agriculture, figure, incontestablement, celui du stockage sous froid. Selon le chargé des statistiques à la Direction locale des services agricoles (DSA), Amar Saâdi, la capacité actuelle de la wilaya dans ce domaine est légèrement supérieure à 470 000 m³, faisant état d'un déficit de l'ordre de 350 m³. Avec un volume de production agricole qui a presque quadruplé en l'espace de 15 ans, passant de 4,80 millions qx en 1999-2000 à plus de 18 millions qx durant la saison 2015 (soit une évolution de plus de 380%), il est évident que les capacités de stockage sous froid doivent être augmentées, a soutenu M. Saâdi. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse que la production attendue durant la saison agricole 2018-2019 devrait dépasser les 20 millions qx, a-t-il observé. Un autre créneau, en l'occurrence celui relatif au stockage des céréales, connaît un besoin pressant en matière d'investissements à même d'assurer les conditions idoines d'une prise en charge de la production se rapportant à cette sphère d'activité. Avec une capacité de

stockage de 400 000 qx seulement, la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Khémis Miliana est assurément loin de pouvoir s'acquitter de cette mission, sachant que la moyenne annuelle de production de la wilaya tourne autour de 1,5 millions qx. Certes, il y a le dock silo d'El Attaf (200 000 qx) en voie d'achèvement et dont l'entrée en activité va indéniablement atténuer les difficultés de stockage, mais cela reste insuffisant pour faire face au flux de production, a considéré M. Saâdi. Selon lui, la mise en place de 5 à 6 docks silo mobiles de proximité d'une capacité comprise entre 15 000 et 20 000 qx s'avère nécessaire pour prendre en charge la totalité de la production céréalière de la wilaya.

Transformation, l'autre activité à valoriser

Une autre carence en matière d'investissement et dont la prise en charge ne peut que se répercuter positivement sur le secteur agricole au niveau de la

wilaya est celle ayant trait à la transformation agroalimentaire. Dans ce cadre, des unités assurant la transformation de produits agricoles tels la pomme de terre, les agrumes et les fruits, s'avèrent plus que nécessaires pour absorber le surplus de production. Quelque 3 millions qx de pomme de terre auxquels il y a lieu d'ajouter 1,5 million qx de fruits et 200 000 qx d'agrumes peuvent, ainsi, être transformés respectivement en confiture, jus et chips (appelés aussi pomme chips).

En aval de la transformation, le conditionnement est, lui aussi, confronté à un manque à combler. Le déficit en sacs (8 millions d'unités), sacs en jute (2 millions), sacs en filet (7 millions) et caissettes pour fruits est, à ce titre, on ne peut plus révélateur. La réalisation de complexes d'abattage de grande capacité, la modernisation des exploitations agricoles par la mécanisation et l'intensification des cultures céréalières, légumineuses et maraichères, revêt également une grande importance, a-t-on également souligné à la DSA. L. M.

Ouverture des contingents tarifaires pour l'année 2017

■ Le ministère du Commerce a ouvert, hier, l'importation des contingents tarifaires pour l'année 2017, bénéficiant de préférences douanières dans le cadre de l'Accord d'association avec l'Union européenne (UE).



Par Safia T.

Ces contingents sont ouverts dès hier et jusqu'au 18 avril à 17h00, conformément au décret exécutif 15-306 de 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises, précise le ministère sur son site web. Tout opérateur économique, personne physique ou morale, remplissant les conditions conformes à la législation et à la réglementation en

vigueur, peut introduire une demande de licence d'importation d'un produit ou d'une marchandise, dont le contingent est ouvert, en déposant le dossier complet, comprenant le formulaire et le questionnaire d'identification téléchargeable sur le site web du ministère du Commerce (www.commerce.gov.dz), une copie du registre du commerce, une copie de la Carte d'identification fiscale, une facture proforma indiquant le produit, sa quantité, sa valeur, son origine ainsi que le mode de paiement, un extrait de rôle apuré et une

attestation de mise à jour avec la Cnas et/ou la Casnos, selon la même source. Le dossier doit être déposé ou envoyé au Secrétariat du Comité permanent, (Direction générale du commerce extérieur) du ministère, sous pli fermé, portant la mention Contingents tarifaires Algérie-UE pour l'année 2017 contre accusé de réception, et ce, dans les délais prescrits. Le ministère du Commerce avait annoncé samedi dernier la liste des contingents quantitatifs portant sur 21 catégories de produits industriels et agricoles. Il

s'agit, pour les produits industriels, des véhicules de tourisme et autres véhicules automobiles destinés à la revente en l'état, à l'exclusion de certaines sous-positions tarifaires (quinze), la collection destinée aux industries de montage et les véhicules spéciaux et engins (camions, ambulances, engins). La liste comporte également l'acier rond à béton, comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage et de l'acier rond à béton du type utilisé pour armature pour béton (contenant en poids moins de 0,25% de carbone). Le fil machine, comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage, le fil machine du type utilisé pour armature pour béton (de section circulaire d'un diamètre inférieur à 14 mm), les bois (bois blanc, bois rouge, bois hêtre, contreplaqués, les seuls catégories et épaisseurs définies dans les positions tarifaires) ainsi que les céramiques (carreaux et dalles de pavement, carreaux et dalles) sont également concernés par les licences. Pour ce qui est des produits agricoles et agricoles transformés, la liste inclut les viandes bovines, fraîches ou réfrigérées, les fromages, les citrons frais, les pommes, les bananes, l'orge, les aulx, le maïs, les tourteaux de soja, le concentré minéral vitam-

né, le poly-phosphates ainsi que le double concentré de tomate.

S. T./APS

Selon Nouredine Boutarfa Pas d'augmentation de la production pétrolière en Algérie

L'ALGÉRIE ne prévoit pas une augmentation de la production pétrolière en cette période marquée par la baisse du prix du baril, a indiqué à Bouira le ministre de l'Énergie, Nouredine Boutarfa, expliquant que l'objectif est de développer la production à moyen et à long terme. L'objectif actuel de la Compagnie publique Sonatrach est de «développer la production pétrolière à moyen et à long terme. Donc, nous ne trouvons pas utile d'augmenter la production alors que le prix du baril oscille entre 50 et 55 dollars», a expliqué M. Boutarfa lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite d'inspection et de travail à Bouira. A une question relative au changement opéré récemment à la tête de Sonatrach, le ministre a expliqué qu'il s'agit d'un «changement normal» visant à permettre à Sonatrach de réussir son objectif qui est celui de développer la production à moyen et à long terme. «Chaque période a ses responsables. Il s'agit d'un changement normal pour Sonatrach qui vise à développer la production pétrolière à moyen et à long terme, notamment dans le contexte actuel», a indiqué Nouredine Boutarfa qui a inauguré une série de projets énergétiques dans la wilaya de Bouira. Le ministre a saisi cette occasion pour réitérer son soutien au nouveau responsable de l'Entreprise Sonatrach en vue de donner une nouvelle impulsion à ses projets à travers le pays, avant d'ajouter par ailleurs que son département et Sonatrach ouvrent pour des appels d'offres réusis et non défaillants. «Le contexte actuel de baisse des prix ne nécessite pas de lancement d'appels d'offres pour les projets pétroliers. Il est préférable que l'investissement soit fait dans un cadre de participation et de partenariat», a expliqué, dans ce contexte, le ministre qui inspectait le projet de la station de pompage de Sonatrach à Béni Mansour.

Salem K.

Salon de la sous-traitance d'Alger

60 entreprises exposent leurs besoins

Une soixantaine d'exposants activant dans des différents domaines de l'industrie prennent part à la quatrième édition du salon national inversé de la sous-traitance (Sanist 2017) inauguré au Palais des expositions à Alger. Organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) en collaboration avec le Réseau des Bourses de sous-traitance et de partenariat et la Safex, ce salon de quatre jours se tient avec la participation de groupes industriels, (donneurs d'ordres), sociétés spécialisées dans différentes filières industrielles et qui auront l'occasion d'exposer leurs besoins en achats de produits, fournitures ou services et sélectionner les meilleures offres proposées par des entreprises, receveurs d'ordres, qui viennent en visiteurs. Plusieurs secteurs d'activité sont représentés à cette manifestation économique dont les industries mécanique et métallurgique, électronique, électrique, chimique et pétrochimiques, hydraulique, le bâtiment, l'industrie ferroviaire, le machinisme agricole et télécommunications.

Selon le directeur général des PME au ministère de l'Industrie et des mines, Abdelghani Mebarek, le salon constituera une opportunité pour les opérateurs économiques (donneurs ou receveurs d'ordres) pour «hisser leurs relations de partenariat ce qui contribuera à la substitution aux importations des pièces de rechange et composants industrielles et créer l'emploi et de la valeur ajoutée à l'économie nationale». «C'est à travers ce type de rendez-vous professionnels réservés exclusivement aux industriels et prestataires de services algériens, que l'on peut contribuer à la traduction concrète des orientations des pouvoirs publics visant particulièrement la promotion, le développement et la protection de la production nationale», a insisté M. Mebarek. Quant au président du Réseau des Bourses de sous-traitance et de partenariat, Kamel Agsous, il a rappelé que les pouvoirs publics avaient opté pour une nouvelle approche en inscrivant cette activité parmi les priorités absolues pour rendre la sous-traitance un instrument de création de riches-

se. «Parmi les principaux objectifs de cette manifestation, améliorer la connaissance du potentiel de la production nationale, accroître son intégration industrielle par le développement de la sous-traitance et favoriser la diversification de l'économie», a-t-il souligné. Pour sa part, le vice-président de e la Caci, Riad Amour, a insisté sur l'accompagnement de l'activité industrielle, notamment pour les filières mécanique (véhicules, engins agricoles...) électronique, télécommunications et électroménagers par un tissu de sous-traitants dans le but d'augmenter le taux d'intégration industrielle locale. «On a tous les moyens nécessaires matériels et humains pour établir une sous-traitance industrielle solide et durable, il faut seulement que les acteurs économiques s'impliquent dans la nouvelle vision industrielle adoptée par les autorités», a-t-il plaidé. Durant sa visite aux différents stands des donneurs d'ordres, où des composants industrielles et pièces de rechange et multiples services liés à l'activité industrielle sont exposés, M.

Mebarek a tenu à préciser que «l'année 2017 est celle de la sous-traitance», en mettant l'accent sur la nouvelle loi sur la PME adoptée récemment par le Parlement et qui revêt de nouvelles mesures visant à améliorer la sous-traitance qui doit être «une locomotive de l'économie nationale». Il a également affirmé que le ministère a entamé les préparatifs en vue de créer le Centre national de développement de la sous-traitance, prévu par la nouvelle loi sur la PME et qui a pour but notamment de promouvoir l'activité des sous-traitants et élargir le champ d'intervention de tous les acteurs. Interrogé sur les retards enregistrés dans le paiement de bureaux d'études qui ont accompagné le processus de mise à niveau des PME, M. Mebarek a précisé que le ministère allait raccourcir les délais de paiement de ces prestataires de services. Pour rappel, le nombre total des entreprises algériennes activant dans la sous-traitance industrielle ne dépasse pas les 900 entreprises, soit 10% des entreprises du tissu industriel.

R. E.

Illizi

Plus de 570 emplois pourvus durant le premier trimestre

■ Au moins 571 emplois ont été pourvus durant le premier trimestre de l'année en cours dans la wilaya d'Illizi par le biais des différents dispositifs d'emploi, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'emploi.

Par Lydia O.

Ces postes ont été pourvus sur plus de 740 offres d'emploi dont 256 offres destinées aux jeunes sans qualification, 226 autres pour les jeunes de qualification moyenne et 259 offres pour les diplômés et détenteurs de qualifications supérieures, selon un bilan présenté lors de la réunion de la Commission sectorielle de gestion et de la promotion de l'emploi. Le bilan relève une hausse des recrutements durant ce trimestre par rapport à la même période de l'année dernière grâce à la dynamisation de la mission de la Commission sectorielle de gestion et de promotion de l'emploi de la wilaya d'Illizi. Il

est enregistré en outre un recul du taux de chômage pour s'établir à 7,95%, a précisé le directeur de l'emploi, Ahmed Amrani. Intervenant lors de cette réunion, le chef de l'exécutif de la wilaya d'Illizi, Moulati Atallah, a appelé à la réorganisation du marché de l'emploi à Illizi, à travailler avec le système «El-Wassit» de promotion de l'emploi en tant que voie «efficace» de lutte contre les dysfonctionnements du marché de l'emploi et à conférer transparence et crédibilité à l'opération de recrutement. Le wali a également mis l'accent sur la nécessité d'intensifier la formation et la qualification, en coordination avec les différentes entreprises publiques et privées, rappelant, dans ce cadre, le choix d'Illizi comme wilaya pilote dans la



Ph. > D. R.

mise en œuvre de la circulaire interministérielle du 11 janvier 2017 liées aux procédures de recrutement de la main-d'œuvre, du renforcement de la formation

par l'apprentissage dans les wilayas du Sud, fruit des efforts de nombreux départements ministériels concernés par le monde de l'emploi et de la quali-

fication. Cette rencontre s'est déroulée en présence de représentants des entreprises industrielles et pétrolières opérant sur le territoire de la wilaya d'Illizi, ainsi que de représentants des chômeurs, de la société civile et des directions exécutives des secteurs concernés par le volet de l'emploi.

L. O./Agences

Khenchela

Les agriculteurs encouragés à intensifier l'irrigation des cultures céréalières

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Khenchela œuvre à encourager les agriculteurs à intensifier l'irrigation d'appoint des champs céréaliers de la zone nord, à travers des journées de vulgarisation et de sensibilisation, a-t-on appris des responsables de ce secteur. Ces journées ont été organisées tout au long du mois de mars dernier, a précisé le chargé de la formation et de la vulgarisation à la DSA, Abdelmadjid Maâfi, détaillant que l'action vise à faire connaître aux agriculteurs les systèmes modernes d'irrigation et les méthodes de leur utilisation à l'instar de l'ir-

rigation à pivot, l'irrigation par aspersion et avec enrouleur. Ce programme de sensibilisation, assuré par des cadres de l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage (Insid), a ciblé plusieurs zones de cette wilaya à l'instar des communes de Remila, Baghai et El Mahmal, selon le même responsable. Les spécialistes de l'Insid ont mis en exergue l'importance de l'intensification de l'opération d'irrigation d'appoint dans la région Nord de la wilaya, particulièrement «durant les mois de mars et d'avril», a-t-on encore noté, soulignant qu'une irrigation en quantité suffisante permet de pallier le défi-

cit pluviométrique enregistré et assure une bonne production. L'utilisation des systèmes d'irrigation agricole économisant l'eau ainsi que les techniques modernes dont la goutte à goutte et le pivot ont été vivement recommandés par les encadreurs des journées de sensibilisation et de vulgarisation, a-t-on encore ajouté. Pour rappel, de nombreux agriculteurs de la wilaya de Khenchela ont bénéficié, au cours des dernières années, des programmes de soutien pour l'acquisition d'équipements d'irrigation.

M. K.

Mascara

Livraison de 100 000 m³ de boue fertilisante aux agriculteurs

Au moins 100 000 mètres cubes de boue fertilisante utilisée comme engrais naturel ont été livrés aux agriculteurs de Mascara par l'agence locale de l'Office national d'assainissement (ONA), a-t-on appris de sa directrice. La quantité de boue, remise l'an dernier aux fellahs, est fournie par la station d'épuration des eaux usées (STEP) de la ville de Mascara qui traite envi-

ron 13 000 m³ de ces eaux par jour, destinés à l'irrigation de 400 hectares de terres agricoles au périmètre irrigué de la plaine «El Gouair», a indiqué Malika Mekaiz. La STEP a repris son travail en 2005 après avoir bénéficié d'une opération de réaménagement et d'équipement lui permettant de traiter les eaux usées rejetées auparavant dans les oueds ou utilisés de manière illi-

cite dans l'irrigation par certains agriculteurs, a-t-on souligné. Une augmentation de la quantité de cette boue est attendue avec la réception, au mois de mai prochain, d'une station similaire à Mohammadia pouvant traiter 10 000 m³ d'eau destinés à l'irrigation de 700 ha. Ce projet a été doté d'une enveloppe de 1,436 milliard DA. Le directeur général de l'ONA, Nassreddine

Benzerga, avait déclaré à la presse, lors de sa dernière visite dans la wilaya de Mascara, que l'office produit dans la wilaya de Mascara 20% de la quantité des eaux épurées au niveau national. Les STEP de la wilaya produisent par an 25 millions de mètres cubes d'eau traités, destinés à l'irrigation agricole, a-t-il fait savoir.

D. B.

Tlemcen

7 200 logements, tous programmes confondus, attribués en 2016

Quelque 7 200 logements, tous programmes confondus (social locatif, participatif et promotionnel), ont été attribués en 2016 dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris du wali, Saci Ahmed Abdelhafid. Lors des travaux de la première session de l'APW, le wali a affirmé qu'un grand intérêt a été accordé à l'habitat dans la wilaya par les pouvoirs publics. Après avoir rappelé la distribution de 500 habitations rurales l'an dernier au

niveau de la wilaya, le wali a souligné que les opérations d'attribution de logements se poursuivent sur la même cadence cette année. Pour rappel, 404 logements publics locatifs ont été attribués dernièrement à Hennaya, 176 autres à Benekrane, auxquels s'ajoutent 112 logements sociaux participatifs qui seront attribués cette semaine à Ain Youcef. En 2015, pas moins de 4 869 logements dont 2 374 publics locatifs et

2 493 sociaux participatifs (LSP) et promotionnels aidés (LPA) ont été attribués à travers la wilaya. La wilaya a bénéficié de 2 000 logements promotionnels dont 950 en cours de réalisation à l'instar de «Imama» et «Abdelmoumen-Ben-Ali» (ex-Boudjilida). Le nombre de logements location-vente a atteint 5 000 unités dont 2 600 en cours de réalisation à l'instar de Yaghmoracen (ex-Oudjilida) à Tlemcen.

APS

Relizane 770 millions DA pour la réfection de deux routes nationales

UN MONTANT de 770 millions DA a été affecté par la wilaya de Relizane pour la réfection de deux routes nationales, la 23 et la 90, a-t-on appris du directeur local des travaux publics. Cette opération, inscrite dans le cadre du programme sectoriel, sera prochainement lancée pour la réhabilitation et la modernisation de ces deux voies. Les travaux porteront sur le confortement de la RN 23 dans son tronçon Zemmoura-Kenanda (Sidi Lazreg), sur une distance de 9,5 km ainsi que la RN 90 A, dans son tronçon Ain Tarik-Ammi Moussa, sur une distance de 24 km ainsi que sur une partie de la voie entre Oued Rhiou et Ouazirene (5,5 km). Ces deux routes nationales sont très fréquentées par tous les types de véhicules, eu égard à la position de cette région du pays, carrefour et trait d'union entre plusieurs wilayas. Le réseau routier de la wilaya de Relizane est composé de 2 854 km dont 1 956 km de chemins vicinaux, 496 km de chemins de wilaya et 315 km de routes nationales. La wilaya est également traversée sur une distance de 87 km par l'autoroute Est-Ouest, rappelant l'opération.

R. R.

Libye

Un mois de combats tous azimuts

■ A Tripoli, Benghazi ou Ras Lanouf, des affrontements ont opposé les différentes factions qui s'opposent pour le contrôle du territoire libyen, sans faire de véritable gagnant.

Par Souad O.

En un mois, la Libye a connu trois flambées de violence : à l'ouest, au centre et à l'est. Le pays est déchiré entre villes, tribus, milices et gouvernements rivaux depuis bientôt trois ans, sans qu'aucun camp ne parvienne à prendre le dessus. Cette fois-ci, les armes ont fait bouger les lignes, laissant même craindre, un temps, un nouvel embrasement généralisé. Mais un nouvel équilibre des forces, forcément fragile, semble avoir été atteint. Retour, région par région, sur les points de tension.

Croissant pétrolier : Haftar reprend la main

Si «l'argent est le nerf de la guerre», le réseau pétrolier libyen est le système nerveux du pays. La zone côtière située entre Sidra et Ajdabiya est le principal débouché de la production de pétrole, qui représentait plus de 90% des recettes de l'Etat avant la chute de Mouammar Kaddafi. La plupart des pipelines du bassin de Syrte alimentent les terminaux situés dans ce fameux croissant, objet de toutes les convoitises. Depuis l'automne, il était contrôlé par les troupes du maréchal Haftar, un militaire incontrôlable qui a juré d'écraser les islamistes dans toute la Libye et est désormais maître de la Cyrénaïque, la partie orientale du pays. Son autoproclamée «armée nationale libyenne» (LNA) s'était emparée du croissant à l'automne dernier. En position de force, Haftar avait pu négocier avec le gouvernement d'union nationale de Faïez el-Serraj les conditions de la reprise d'activité de la NOC, la compagnie pétrolière nationale : l'argent de la vente du brut était versé à la Banque centrale, à Tripoli, sous contrôle du gouvernement d'union nationale. Une partie était ensuite «rétrocédée» au camp Haftar, pour payer les salaires et financer les subventions sur les

produits de première nécessité. Le 3 mars, une coalition de militaires baptisée Brigades de défense de Benghazi (BDB) a mené un raid éclair sur les installations pétrolières du croissant. Composé d'anciens combattants du Conseil de la choura des révolutionnaires de Benghazi chassés de la ville par Haftar et de groupes islamistes, BDB dit se battre «contre le retour d'un pouvoir autoritaire» et «pour le retour des déplacés de Benghazi». L'organisation tente de gommer au maximum sa proximité avec les jihadistes de la deuxième ville de Libye (notamment Ansar al-Charia, proche d'Al-Qaeda) qui a valu au Conseil de la choura sa mauvaise réputation sur la scène internationale. La LNA a été surprise par l'offensive, mais sa contre-attaque a été immédiate. Après onze jours de combats, qui ont fait plusieurs dizaines de morts, tous les terminaux pétroliers ont été repris et BDB s'est replié vers la zone de Jufra. Haftar a réussi à rallier à lui plusieurs tribus de la région. Surtout, grâce au soutien plus ou moins discret de l'Egypte, et des Emirats arabes unis et de la Russie, il disposait d'une supériorité évidente : sa force de frappe aérienne. Les installations pétrolières n'ont pas été endommagées par les affrontements, mais le deal sur la vente de brut est fragilisé. Haftar accuse le gouvernement d'union nationale d'avoir appuyé en sous-main BDB : le dialogue entre l'Est et l'Ouest, qui était déjà tenu, est maintenant au point mort.

Les brigades pro-Serraj gagnent du terrain

Le gouvernement de Faïez el-Serraj, reconnu par la communauté internationale et installé dans la capitale depuis un an, n'a jamais réussi à asseoir son autorité à Tripoli (ni ailleurs en Libye). Il a dû nouer une alliance de circonstances avec plusieurs milices, qui le protègent et travaillent avec lui tout en conser-



PH : DR

vant une totale autonomie. Mais certains quartiers de la ville sont contrôlés par des bandes rivales, plongeant la capitale dans un état d'instabilité permanente. Cet automne, un gouvernement parallèle a même réussi à s'implanter, avec à sa tête l'ancien Premier ministre Khalifa Ghweil, soutenu par plusieurs groupes armés islamistes proches du grand mufti Al-Ghariani. Entre les milices pro-Ghweil et les pro-Serraj, une bataille a éclaté à la mi-mars, déclenchée par des affrontements pour le contrôle d'une banque. Les combats ont gagné plusieurs quartiers de Tripoli et duré quatre jours. Les milices favorables au gouvernement d'union nationale ont fini par donner l'assaut, à l'arme lourde, sur le quartier général de Khalifa Ghweil, surnommé «l'hôtel Rixos», un luxueux complexe administratif. Les troupes de Ghweil ont fui le secteur – leur chef aurait même été légèrement blessé. Un cessez-le-feu, qui prévoit le départ des milices de la capitale dans un délai de trente jours et des échanges de prisonniers, a été signé le 16 mars. Il a permis un apaisement momentané des tensions, mais a peu de chances d'être respecté sur le

long terme : certains groupes armés, pourtant pro-gouvernementaux, ont désavoué la trêve le soir même de sa signature. Avec le soutien des grandes brigades de Tripoli, Faïez el-Serraj a tout de même réussi, pour la première fois, à s'imposer sur le terrain. Cette «victoire» arrive à un moment opportun pour le chef du Conseil présidentiel, toujours soutenu officiellement par les chancelleries étrangères mais sous le feu des critiques, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. De plus en plus d'observateurs, notamment parmi les analystes néo-conservateurs, pointent «l'échec» de son gouvernement – jamais reconnu par la Chambre des représentants, alliée à Khalifa Haftar – et suggèrent de «tourner la page» de l'accord de Skhirat (signé en décembre 2015) qui avait permis son installation.

La LNA accusée d'exactions

Après deux mois de siège, l'Armée nationale libyenne (LNA) de Khalifa Haftar a annoncé avoir conquis l'un des derniers réduits tenus par le Conseil de la choura des révolutionnaires de

Benghazi, le 18 mars. Selon la LNA, au moins 40 «adversaires» ont été tués dans l'assaut final de ce complexe résidentiel de douze immeubles, dans le quartier de Ganfouda. Cette prise a été marquée par les exactions qui auraient été commises par les soldats d'Haftar, selon Human Rights Watch, qui évoque des «crimes de guerre» et de possibles «actes de tortures contre des civils et des exécutions sommaires». «HRW a examiné des vidéos et des photos remises par des membres des familles des victimes, des journalistes locaux et des activistes, qui semblent montrer les corps de combattants profanés et mutilés par les combattants de la LNA pendant ou après l'évacuation des habitants de Ganfouda», écrit l'organisation. Des vidéos d'assassinat de prisonniers – non vérifiées de source indépendante – circulent également sur les réseaux sociaux. Une plainte a été déposée le 22 mars auprès de la Cour pénale internationale. Après plusieurs démentis, le commandement de la LNA a finalement ordonné une enquête et promis de punir les responsables. Trois ans après avoir lancé son opération «Dignité» pour chasser les islamistes des villes de la Cyrénaïque, le maréchal Haftar peine à en finir avec ses opposants à Benghazi, désormais regroupés dans les quartiers de Sabri et Souk al-Hout, en plein centre-ville. Un avion de chasse Mig-21 de la LNA a été abattu à la mi-mars alors qu'il survolait Sabri. Quelque 250 kilomètres plus à l'est, la cité de Derna, aux mains du Conseil de la choura des moudjahidines de Derna, échappe à Haftar. Sa popularité régionale, incontestable, et ses alliances avec les tribus locales comme avec le grand voisin égyptien, le rendent pourtant incontournable dans l'optique d'une reprise des négociations de paix interlibyennes.

S. O./Agences

Sahara occidental

Le renouvellement du mandat de la Minurso prévu pour le 27 avril

Le Conseil de sécurité va procéder le 27 avril à la prorogation du mandat de la Minurso, une adoption qui sera précédée vendredi prochain par la présentation du rapport du SG de l'ONU sur le Sahara occidental, a indiqué l'organe onusien. Le Conseil de sécurité prévoit également deux autres réunions de consultations sur la Minurso les 19 et 25 avril, selon le programme présenté lundi par les Etats-Unis qui assurent la présidence tournante du Conseil en avril. Nikki Halley, l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, a précisé, lors d'une conférence de presse, que le programme du Conseil de sécurité en avril sera axé sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU et le rôle des droits de l'homme dans

le maintien de la paix et de la sécurité internationales. En février, le département des opérations de maintien de la paix n'a pas caché sa préoccupation face au blocage, dont fait l'objet la Minurso, chargée d'organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, s'inquiétant du sort de son personnel expulsé par le Maroc. Pour rappel, l'initiative américaine exigeant le rétablissement immédiat des activités de la mission et qui a été également soutenue par la Grande-Bretagne et la Russie a été abandonnée l'année dernière par la France et le Maroc. La résolution de 2016 prorogeant le mandat de la Minurso d'une année a été adoptée par un Conseil de sécurité divisé. Le texte qui a prévu l'examen des meilleurs

moyens de parvenir à l'objectif de rétablir la Minurso dans la plénitude de son mandat a été adopté par 10 voix pour, 2 voix contre (Uruguay et Venezuela). Le vote a enregistré trois abstentions celles de la Chine, de la Russie et de la Nouvelle-Zélande. Au cours de son point de presse, l'ambassadrice américaine a indiqué avoir évoqué avec le SG de l'ONU, Antonio Guterres, le besoin d'aller vers une réforme des opérations de maintien de la paix. «Il y a un fort consensus au sein du Conseil de sécurité sur la nécessité d'avancer dans cette réforme», a-t-elle déclaré, soulignant l'importance de rendre les opérations de maintien de la paix plus efficaces sur le terrain.

Halim T./APS



Saint-Pétersbourg

Ce que l'on sait de l'attentat

■ L'attentat qui a fait 14 morts lundi dans le métro de Saint-Pétersbourg a été attribué à un kamikaze né au Kirghizstan, tandis qu'une bombe a été désamorcée à temps dans une autre station.

Par Ali O.

Selon les services antiterroristes et d'enquête, l'explosion est survenue à 14h40 locales (11h40 GMT) dans une rame circulant entre les stations Sennaïa Plochtchad et Tekhnologuitcheski Institut dans le centre de la deuxième ville de Russie. «Il y a eu un boom et de la fumée», a raconté le conducteur Alexandre Kaverine, 50 ans, qui a poursuivi sa route jusqu'à la station suivante, une décision saluée comme héroïque par sa hiérarchie. Selon le Comité d'enquête, ces actions ont probablement sauvé de nombreuses vies en facilitant l'évacuation et le travail des secours. Témoignant de la violence du choc, les photos et vidéos diffusées sur les réseaux sociaux ont montré le métro arrêté dans la station Tekhnologuitcheski Institut avec les portes soufflées et plusieurs personnes inanimées sur le sol de la station. Peu après, dans une autre station en plein centre historique, Plochtchad Vosstaniïa, un employé du métro signale la présence d'un sac abandonné, lequel contenait une bombe désamorcée à temps. L'explosion a fait 14 morts, selon le dernier bilan donné par le ministre de la Santé, Veronika Skvortsova. Selon elle, 49 personnes étaient hospitalisées hier. Parmi les victimes se trouvent des personnes de plusieurs



PH. S. D. R.

régions de Russie, des ressortissants du Bélarus, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, a indiqué l'administration locale de Saint-Pétersbourg. Aucune revendication n'était connue hier mais le Comité d'enquête, qui a ouvert une enquête pour acte terroriste, a attribué l'attentat à un kamikaze : «La bombe artisanale a pu être actionnée par un homme dont des restes ont été retrouvés dans le troisième wagon de la rame», a indiqué l'institution chargée des principales enquêtes dans un communiqué. Son identité a été établie mais est gardée secrète «dans l'intérêt de l'enquête», a précisé la même source. Les ser-

vices secrets du Kirghizstan, ex-République soviétique d'Asie centrale, ont identifié le suspect comme Akbarjon Djailov, un homme né en 1995 dans la région kirghize d'Och, une zone qui a fourni un fort contingent de jihadistes à l'organisation État islamique (EI). Il a «probablement» acquis la nationalité russe,

ont-ils précisé à l'AFP. Sans attendre une éventuelle revendication, la presse russe a interprété l'attentat de Saint-Pétersbourg comme un acte de représailles du groupe EI car l'organisation jihadiste avait appelé à frapper la Russie après son intervention en soutien aux forces de Bachar al-Assad en Syrie, lancée fin sep-

tembre 2015. Le 31 octobre 2015, un Airbus A321 transportant des touristes russes s'était écrasé dans le Sinaï égyptien peu après son décollage de la station balnéaire de Charm el-Cheikh en direction de Saint-Pétersbourg, tuant ses 224 occupants. Le groupe EI avait alors revendiqué l'attaque. En novembre dernier les services spéciaux du FSB avaient interpellé dix personnes à Moscou et Saint-Pétersbourg, soupçonnées de préparer des attentats dans ces deux villes. L'opération avait été menée en lien avec les forces de sécurité du Tadjikistan et du Kirghizstan où est né le suspect. La menace est d'autant plus forte à l'approche de la présidentielle de mars 2018 et du Mondial de football organisé l'an prochain dans plusieurs villes russes dont Saint-Pétersbourg. Après l'attentat de Saint-Pétersbourg, les services antiterroristes ont renforcé les mesures de sécurité notamment dans les transports, notamment les aéroports et les gares. En 2013, deux attentats suicides à Volgograd (sud) avaient fait 34 morts, quelques semaines avant les Jeux Olympiques de Sochi.

Colombie

Les enfants morts, blessés, perdus, l'autre drame de Mocoa

Yulieth Rosero vient d'enterrer sa sœur mais ne peut s'abandonner au chagrin : elle cherche encore un neveu disparu et prend soin d'un autre blessé dans la coulée de boue qui a ravagé Mocoa, endeuillant la Colombie. Dans cette ville du sud amazonien, où le débordement de trois rivières a fait au moins 273 morts et 220 disparus tard vendredi soir, un drame dépasse les autres : celui des enfants emportés par le torrent de boue et de rochers, blessés, traumatisés, perdus ou sans abri. La catastrophe a tué 43 petits. Yulieth prie pour que son neveu, Juan David Rueda, âgé de sept ans, ne s'ajoute pas au bilan. Elle garde espoir : son nom figurait sur une liste d'enfants transférés dans un hôpital de Neiva, à 320 km de Mocoa. Mais là, elle a perdu sa trace : «On m'a dit qu'il n'y était pas», a-t-elle déclaré à l'AFP. Selon un porte-parole de la Croix-Rouge colombienne, «il n'y a encore pas de chiffres des enfants disparus» dans la tragédie qui a aussi fait 262 blessés. Yulieth parcourt les rues de Mocoa à moto, avec le papa de l'enfant, demandant aux gens de diffuser sa photo et son histoire. «C'est un garçon blond, maigrichon, aux yeux clairs et aux grandes oreilles», décrit-elle pendant qu'une amie prend soin du frère de Juan David, âgé de trois ans. Elle n'a interrompt sa quête que pour enterrer lundi sa

sœur Deisy, qui n'avait que 26 ans. «Le petit-frère, William, je l'ai trouvé. Il est vivant. Il est choqué, blessé, n'a plus de vêtements, mais il va bien», assure cette jeune femme brune de 23 ans, à la peau claire. A l'Institut de technologie, où a été aménagé le plus grand des refuges pour les sinistrés des quelque 45 000 affectés de la zone de Mocoa, il y a des enfants partout. Le père Omar, prêtre des quartiers les plus affectés, y déplore le manque de «psychologues spécialisés dans les catastrophes». «L'Institut colombien du bien-être familial (ICBF) fait un travail titanesque. Il y a des orphelins, beaucoup d'enfants morts», ajoute-t-il néanmoins. Sur ordre du président Juan Manuel Santos, la directrice de l'ICBF, Cristina Plazas, s'est rendue sur place lundi. A l'extérieur, sous une grande tente, des animateurs organisent des activités pour les plus petits et viennent en aide aussi aux adultes qui recherchent leurs proches. Les enfants de l'épouse d'Alexander Otero, âgés de trois et sept ans, courent avec d'autres dans le refuge, certains brandissant des ballons de baudruche, d'autres une poupée sauvée de la boue. «A cette heure, les enfants ont l'air bien, stables mais, la nuit ils ont peur», dit M. Otero, 41 ans, à propos de ces petits qu'il a élevés. «Ils sont affectés et terrifiés, demandant quand il va y avoir

d'autres éboulements. J'ai traversé la boue et les rochers avec eux, à deux heures et demie du matin», raconte cet homme inquiet de leur équilibre psychologique et qui ne sait «où aller». Delsy Chindoy, mère seule de trois enfants de onze, neuf et cinq ans, craint elle pour la santé de sa famille. «Nous sommes correctement nourris. Mais la propreté c'est pas ça. Les toilettes sont dans un état lamentable», décrit cette mère de 37 ans, qui distribue des masques aux enfants pour leur éviter d'attraper des maladies. En face d'elle, une institutrice de l'école Pie XII de Mocoa refuse de donner son nom mais montre une liste de ses 25 élèves. «Tous les enseignants, nous cherchons nos enfants pour savoir comment ils vont. Je sais que 15 d'entre eux sont bien et tentent de contacter les autres. Mais, comme le téléphone ne fonctionne pas, je suis venue jusqu'ici (...) Quand je suis entrée dans le refuge, j'en ai vu deux et j'ai pleuré de joie», dit-elle. Un peu plus loin, deux bambins de sept ans discutent devant une des salles de classe transformées en dortoirs. «Ta maison s'est écroulée ?», demande le garçon. «Celle de mon papa, non», répond la fille. «Tu as pris des vêtements ?», demande-t-il encore, en montrant un tas de grands sacs de plastique noir remplis de dons.

Points chauds
Pâques

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que les débats sur la place du religieux font rage un peu partout en Europe, une petite polémique a éclaté ces derniers jours en Grande-Bretagne. Une polémique à laquelle à tout de même réagit la Première ministre elle-même. En effet, cette semaine le chocolatier Cadbury a décidé d'enlever la référence à la fête religieuse de sa chasse aux œufs annuelle, provoquant la colère de l'Église et de Theresa May. «C'est complètement ridicule», a lancé la Cheffe du gouvernement sur la télévision ITV hier. Rappelant qu'elle est fille de pasteur, May a souligné que «Pâques est très important pour moi, c'est une fête très importante pour la foi chrétienne, pour des millions de personnes dans le monde». L'archevêque de York, John Sentamu, seconde figure de l'Église anglicane, est allé jusqu'à accuser Cadbury de «cracher sur la tombe» de son fondateur, le quaker John Cadbury. «Les Cadbury étaient de grands industriels Quaker. Si vous visitez Birmingham aujourd'hui (...) vous verrez combien leur foi religieuse a influencé l'activité industrielle», a-t-il déclaré au Daily Telegraph. «Abandonner la référence à Pâques de la chasse aux œufs de Cadbury revient à cracher sur sa tombe», selon lui. Cette année, la chasse, qui mobilise traditionnellement des centaines de milliers d'enfants le week-end de Pâques, s'appelle «Grande chasse aux œufs britannique de Cadbury», au lieu de «Chasse aux œufs de Pâques de Cadbury». Cadbury a répliqué dans le Telegraph que la compagnie souhaitait ouvrir le divertissement «aux personnes de toutes les confessions y compris celles qui n'en ont pas». Le National Trust a lui jugé «absurdes» les accusations selon lesquelles il rabaisserait l'importance de Pâques. Sur le site de Cadbury, l'exercice est présenté comme un «Easter Fun» (divertissement de Pâques). Quelque 300 chasses aux œufs sont prévues sur les propriétés appartenant au National Trust. Mais cette petite polémique ne fait qu'accroître les difficultés qu'ont désormais les Européens à concilier religion avec vie civile à l'heure où l'Europe doit intégrer plusieurs millions de migrants venant très largement de pays musulmans.

F. M.



Un metteur en scène au sujet de la promotion du 4^e art en Algérie

«L'ouverture des portes du théâtre aux jeunes talents», passage obligé

■ M. Simoud a estimé que le théâtre algérien, qui a vécu son âge d'or au cours des années quatre-vingts pour connaître par la suite un passage à vide durant la décennie noire, a su aujourd'hui se réconcilier avec son public grâce à la conjugaison des efforts des responsables du secteur de la culture et plus particulièrement de ceux du quatrième art.

Par Adéla S.

L'ouverture des portes du théâtre aux jeunes talents et aux diverses initiatives contribue à la promotion du 4^e art en Algérie, a déclaré, lundi à Constantine, le metteur



en scène Amar Simoud. S'exprimant en marge d'un rencontre culturelle ayant pour titre «Récit et théâtre», organisée à la salle de conférences du Palais de la culture Mohamed-Laid-Al Khalifa de Constantine, M. Simoud a estimé que le théâtre algérien, qui a vécu son âge d'or au cours des années quatre-vingts pour connaître par la suite un passage à vide durant la décennie noire, a su aujourd'hui se réconcilier avec son public grâce à la conjugaison des efforts des responsables du secteur de la culture et plus particu-

lièrement de ceux du quatrième art.

Il a néanmoins déploré le nombre insuffisant de dramaturges ayant une formation académique pour l'écriture théâtrale, et cette tendance qu'a bon nombre de ces derniers à se tourner vers des adaptations qui sont généralement en deçà des attentes du public, insistant sur l'importance de la formation.

Dressant le tableau de la scène théâtrale constantinoise, M. Simoud a mis en avant «le grand changement de mentalité chez la société algérienne à

l'égard de cet art et des comédiens, preuve en est, l'émergence de nouveaux talents féminins à l'image de Naoual Aouak et la metteuse en scène Chahinez Maghouache qui participera avec sa pièce «Nissa el madina» (Les femmes de la ville) à la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre», prévue du 3 au 8 avril courant.

De son côté le metteur en scène Yacine Tounsi a parlé du grand rôle que se doit de jouer le théâtre dans la société, le qualifiant de «voie thérapeutique», citant, à ce titre, l'exemple de

spectacles joués dans des pays étrangers qui ont permis à des enfants de guérir de certaines pathologies.

Il a appelé les différentes parties concernées à s'inspirer de ces expériences afin d'habituer le jeune public à la scène et de créer une relation conviviale entre les bambins via l'utilisation d'un langage simple et clair.

Cette rencontre, initiée par la direction de la culture de Constantine, s'est articulée autour de communications aussi riches que pertinentes portant notamment sur «la nécessité d'investir la rue» et d'aller vers le citoyen afin d'assurer une diffusion plus large des œuvres dramaturgiques.

A cet effet, Yacine Tounsi a pris l'exemple de l'association «El Tedj» de Bordj Bou-Arréridj qui s'évertue depuis plus de dix ans maintenant à jouer sa pièce «Djha», troquant les planches du théâtre pour le bitume de la rue.

A. S./APS

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maamar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth

Vendredi 7 avril à 19h :

Concert de Lila Borsali.

Galerie Ezzou'art du Centre commercial & de loisirs de Bab-Zou'ar (Alger)

Jusqu'au 7 avril :

Exposition «Formes, textures, couleurs... la vie !» de l'atelier Souqon d'Art.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témely, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Dar Abdeltif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 8 avril :

L'Aarc et ONU-femmes organisent une exposition du caricaturiste Hichem Baba-Ahmed dit Le Hic, autour de la thématique de l'égalité hommes-femmes.

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Pütchipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.

Site archéologique de Tipaza, au niveau du théâtre antique

Le 8 avril à 10h :

4^e édition de l'événement «Tipaza des poètes»
Théâtre régional de Béjaïa
Le 8 avril à partir de 14h00 :
Concert du groupe Freeklane

R. C.

A travers 12 communes de Guelma

Lancement d'un programme de présentation de pièces théâtrales

Un programme consacré à la présentation de pièces théâtrales au profit des adeptes du 4^e art a été lancé, lundi, jusqu'au 15 du mois en cours, à travers 12 communes de la wilaya de Guelma, a-t-on constaté.

Organisée sous l'égide du théâtre régional de Guelma (TRG-Mahmoud-Triki) en coordination avec la direction de la culture, la première halte de ce programme a eu lieu au centre culturel de la commune de Medjez Amar (12 km à l'ouest du chef-lieu).

La première étape a constitué une occasion pour de nombreux férus du 4^e art d'apprécier une pièce théâtrale intitulée «Hadhaiane Akhir Ellail», produite par une troupe du même théâtre et mise en scène par Larbi Bahloul, qui s'est inspiré du texte original de l'écrivain libanais Hichem Zineddine.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de cette représentation, Ali Abassi, responsable de la gestion du théâtre régional de Guelma, a fait savoir que toutes les pièces théâtrales programmées sont destinées aux seniors, indiquant que les communes concernées sont Houari Boumediene, Héliopolis, Boumahra Ahmed, Bouchegouf, khezarra, en sus de Belkheir, Oued Zenati, Nechmaia, Guelaât Bousbaâ, Beni Mezline et Bendjerrah. Ce même responsable a précisé que ce programme a pour objectif, en premier lieu, de dynamiser la vie culturelle, essentiellement le secteur du théâtre au niveau des communes concernées en vue d'offrir la possibilité aux spectateurs qui y résident de profiter des aspects artistiques de ces pièces théâtrales ainsi que des messages qu'ils véhiculent. Selon cette même

source, 12 pièces théâtrales produites par le théâtre régional Mahmoud-Triki de Guelma et quelques coopératives artistiques activant dans la wilaya, à l'instar des coopératives «Anima Klite» et «El Kinaâ», l'association «El Moumathil El Waki» et la troupe Bouhmame, mettant en exergue que ces œuvres artistiques ont été produites en 2017.

La pièce «Hadhaiane Akhir Ellail» a connu une grande affluence de la part des amoureux du 4^e art de la commune de Medjez Amar, notamment les étudiants et les lycéens qui ont pu percevoir les préoccupations de l'homme de théâtre dans le monde arabe à travers cette pièce, présentée pour la première fois depuis la générale, le 27 mars 2017, à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre.

Racim C.

Musique

Décès d'Ikutaro Kakehashi, fondateur de «Roland»

Ikutaro Kakehashi, fondateur du fabricant d'instruments de musique électroniques Roland, indissociable de la pop des années 1980, est décédé samedi à l'âge de 87 ans, ont rapporté lundi des médias.

Roland, créé en 1972 par Kakehashi dans sa ville natale d'Osaka, dans l'ouest du Japon, avait très vite conquis des groupes pop – ses claviers syn-

thétiseurs notamment –, comme Duran Duran, Depeche Mode ou Kraftwerk, tout en séduisant les pionniers de l'électro Jean-Michel Jarre, Herbie Hancock et The Prodigy.

La star David Bowie était lui aussi un adepte, utilisant une guitare Roland GR-500 pour enregistrer son hit des années 80 «Ashes to Ashes», tandis que Marvin Gaye a contribué à popu-

lariser la boîte à rythmes TR-808 devenue culte avec «Sexual Healing».

Le mouvement hip-hop a également adopté cet instrument, d'Afrika Bambaataa aux Beastie Boys. Plus récemment, le rappeur Kanye West l'a fait figurer sur chacun des titres de son album sorti en 2008, «808s & Heartbreak». Kakehashi avait reçu en 2013 un Grammy Award

pour sa contribution à l'industrie musicale à travers la création du système MIDI (Musical Instrument Digital Interface – interface numérique pour instruments de musique), permettant l'interaction entre instruments de musique capables de communiquer en mode numérique, ainsi qu'entre ces instruments et des logiciels d'ordinateur.

R. C.



Coup-franc direct

Un coach et une manière de jouer

Par Mahfoud M.

On croit savoir que le président de la FAF, Zetchi, est sur le point de fermer la parenthèse du nouveau sélectionneur national qui prendra la place du Belge Leekens, limogé à la fin de la dernière CAN du Gabon. Il se serait rendu en Espagne pour finaliser avec ce technicien qu'il semble bien connaître, lui qui a eu à visiter ce pays et discuter avec de nombreux acteurs de la balle ronde nationale, dans le cadre de ses activités avec son club, le PAC. Son choix est-il vraiment étudié ? Attendons de connaître d'abord le nom de ce technicien et son CV pour en juger, surtout que dans certains cas le nom d'un entraîneur à lui seul ne suffit pas. Il faut, en effet, être informé de son travail et tout ce qu'il a fait pour voir s'il peut réellement réussir avec notre sélection nationale. Le patron de la fédération a promis de tout faire pour relancer la sélection nationale qui est en phase de déclin après avoir raté sa dernière CAN et surtout hypothéqué ses chances de qualification à la phase finale du Mondial après sa défaite face au Nigeria. Il faudra s'attendre à une étape probatoire où on devra donner sa chance au nouveau sélectionneur. Quoi qu'il en soit, ce dernier devra instaurer une manière de jouer qui s'adapte avec le style algérien, fait de techniques et passes courtes, et lui conférer ainsi une identité qui cadre avec les qualités de nos joueurs, surtout ceux qui évoluent en Europe.

M. M.

Handball

La FAHB à la recherche d'un DTN



LA FÉDÉRATION algérienne de handball (FAHB) va lancer prochainement un appel à candidatures pour le recrutement d'un directeur technique national (DTN), a appris l'APS lundi auprès du nouveau président de cette instance Habib Labane. «Nous allons lancer un appel à candidatures pour le recrutement d'un DTN dont la première mission est de proposer des noms de techniciens susceptibles de rejoindre les différentes

sélections nationales», a affirmé Labane. Ancien secrétaire général de la FAHB, Habib Labane a été élu samedi à la tête de la fédération en remplacement de Saïd Bouamra, qui a décidé de ne pas briguer un nouveau mandat. «Nous sommes devant plusieurs chantiers dont celui de la préparation du Mondial masculin des moins de 21 ans (U-21) en juillet prochain à Alger, il s'agit d'une véritable course contre la montre», a-t-il ajouté, soulignant qu'il passera à l'action à l'issue de la séance de passation de consignes avec l'ancien président. Enfin, le nouveau président de la FAHB a souligné qu'il allait installer bientôt un comité technique chargé de l'organisation du Mondial U-21 comme souhaité par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), dont le premier responsable, El Hadi Ould Ali, a invité la FAHB à l'installer «au plus tôt», lundi dans un communiqué.

AfroBasket 2017

Cheriet estime que l'Algérie mérite une deuxième chance

L'INTERNATIONAL algérien Mehdi Cheriet a estimé que la sélection nationale de basketball mérite d'avoir une seconde chance pour participer à la phase finale de l'AfroBasket 2017 prévue en août prochain à Brazzaville (Congo), avec la participation de seize nations. L'Algérie a perdu ses quatre matches contre le Maroc et la Tunisie lors des éliminatoires de la Zone 1, disputés en mars dernier à Alger et Tunis, avec comme conséquence une non-qualification pour la phase finale du tournoi continental. «Nous avons été très loin de notre meilleur niveau au cours de ces éliminatoires», explique Cheriet au site officiel de la Fédération internationale de la discipline FIBA.com, précisant que «les défaites contre le Maroc et la Tunisie ne sont pas représentatives du potentiel de l'Algérie».

Tout en plaidant la cause de l'Algérie pour une des deux places encore disponibles (wild card), l'aïler de 2.02m, qui aura 30 ans la semaine prochaine, insiste sur le fait que certains facteurs inattendus – nouvelle direction à la fédération, blessures et engagements en club – ont miné les chances de faire bonne figure dans les éliminatoires. «Nous avons des joueurs capables de nous donner une chance si nous sommes invités par la FIBA Afrique. Mounir Benzegala et Mohamed Harat n'étaient pas là. Mounir était blessé et Mohamed n'a pas été libéré par son club (au Qatar). Ces deux joueurs sont déterminants pour nous. Je n'étais moi-même pas dans ma meilleure forme, je manquais de rythme, parce que cela faisait quasiment un mois que je n'avais plus joué», a ajouté Cheriet qui s'est enga-

Mise à jour du championnat de Ligue I Mobilis Les Canaris à l'épreuve du NAHD

■ La JS Kabylie qui souffre au bas du tableau sera cet après-midi à l'épreuve du Nasr d'Hussein-Dey pour le compte d'un match en retard de la Ligue I Mobilis.

Par Mahfoud M.

Les Canaris qui restent scotchés à l'avant-dernière place au classement général n'ont pas droit à l'erreur. Ils se doivent de l'emporter pour sortir de la zone rouge et espérer assurer le maintien même si ce ne sera pas facile au vu du reste des matches qui leur restent. Les Jaune et Vert qui viennent d'être éliminés de la Coupe d'Algérie face au MCA n'ont maintenant qu'à se concentrer sur le championnat s'ils veulent rester en Ligue I. Les deux coachs, Rahmouni et Moussouni, savent ce qui les attend. Ils ont eu un discours sévère avec leurs joueurs à qui ils demandent plus de sacrifices surtout que ce ne sera pas facile pour la suite et il faudra vraiment se donner à fond s'ils souhaitent s'en sortir. La JSK se présentera avec un groupe au complet aujourd'hui et se donnera à fond pour tenter de prendre les trois points du succès pour se donner une bouffée d'oxygène en attendant la suite du parcours et



Les Canaris n'ont pas droit à l'erreur

les autres matches en retard qu'el-le disputera. Avec le soutien de leur public qui se déplacera à fond, les coéquipiers de Rial réussiront certainement à s'en sortir lors de ce match, sachant que les supporters ont décidé de se mobiliser pour aider l'équipe à se maintenir. Pour sa part, le NAHD se déplacera avec un effectif amoindri, avec deux suspensions, Gasmî et Mokhtar, et trois blessés que sont Laribi, Zedam et Herida. Cela sera très dur pour les Sang et Or qui sor-

USM Alger

Derfalou, Benkhemassa et Benkabilia guéris

Les trois joueurs blessés de l'USM Alger, Oussama D r a f a l o u , M o h a m e d Benkhemassa et Mohamed Benkabilia poursuivent le travail spécifique sous la conduite du préparateur physique en prélude à leur réintégration dans le groupe, a indiqué le club de Ligue I Mobilis de football lundi. Les trois joueurs qui souffrent de blessures diverses depuis plusieurs semaines avaient manqué les dernières rencontres du champion Algérie sortant. Selon la même source, les trois éléments sont rétablis de leurs blessures et n'at-

tendent que le feu vert du préparateur physique et les kinés du club pour réintégrer le groupe, ce qui devrait se faire dès la semaine prochaine. Ils devraient être opérationnels lors de la prochaine sortie officielle des Usmistes contre la JS Kabylie, le 29 avril

prochain au stade du 1^{er} Novembre de Tizi Ouzou, en match de mise à jour du calendrier. L'USM Alger occupe actuellement la 4^e place au classement de la Ligue I Mobilis avec 35 points et deux matches en moins, à 12 longueurs du leader l'ES Setif.

Athlétisme

Les Championnats d'Afrique 2017 (juniors) reportés ?

Les championnats d'Afrique 2017 de la catégorie juniors, prévus du 29 juin au 2 juillet à Tlemcen (Algérie) pourraient être décalés d'une semaine (7-10 juillet), pour ne pas coïncider avec la fin du mois de ramadan et la fête d'Aït El Fitr, a annoncé, lundi, la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). «Une correspondance a déjà été envoyée à la Confédération africaine d'Athlétisme (CAA), pour demander à ce que les Championnats d'Afrique "juniors" soient reportés d'une semaine. Soit après le mois de ramadan et la fête d'Aïd El Fitr», a indiqué l'instance fédérale après la première réunion de son nouveau Bureau fédéral, tenue lundi matin à Zéralda (Ouest). Plusieurs autres décisions ont été prises au cours de cette réunion, dont les plus importantes ont probablement été la domiciliation des championnats nationaux (Benjamins/Minimes) ainsi que les épreuves combinées à Béjaïa (Est), au moment où les championnats nationaux des moins de 18 ans

et des moins de vingt ans ont été domiciliés à Alger (Centre). «Le championnat national inter-clubs, dédié à la mémoire de feu Moulay Slimane sera organisé par la Ligue de Béjaïa, sans incidences financières ni de récompenses pour les athlètes», a ajouté la FAA, évoquant un manque de liquidité. «En raison des difficultés financières auxquelles est confrontée la fédération, il a été décidé également de laisser l'organisation des courses sur route, encore au programme, à l'initiative des Ligues hôtes». Le BF a procédé à la répartition des tâches en son sein, avec notamment la désignation de Mohamed Laroug comme premier vice-président, au moment où Saïd Ahmim et Kheiriddine Salem seront respectivement 2^e et 3^e vice-présidents. De son côté, Ferhat Azzam a hérité de la commission juridique, au moment où Safi Mokhtar a été chargée de la promotion de l'athlétisme féminin, et Yahia Makhloufi du développement de la discipline dans le sud du pays.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

En visite de travail de deux jours

Le Premier ministre français Bernard Cazeneuve à Alger

LE PREMIER ministre de la République française, Bernard Cazeneuve, effectuera une visite de travail à Alger, les 5 et 6 avril, a indiqué hier un communiqué des services du Premier ministre. Cette visite «s'inscrit dans le cadre de la tradition de concertation instaurée entre les deux pays», précise la même source. Les deux Premiers ministres, Abdelmalek Sellal et Bernard Cazeneuve examineront, à cette occasion, «l'état de la coopération bilatérale connaissant les progrès appréciables dans divers domaines socio-économiques ainsi que les voies et moyens à même de la

consolider davantage et échangeront leurs points de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun». Il s'agit de la troisième visite en Algérie d'un Premier ministre français, sous le mandat du président François Hollande. «Ces visites ont permis au Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), institué par les deux présidents de la République, Abdelaziz Bouteflika et son homologue français, de développer une dynamique et une qualité dans les relations entre les deux pays et qui devront encore s'améliorer davantage», souligne la même

En provenance de l'Inde

38 tonnes d'arachides avariées refoulées au port de Ghazaouet

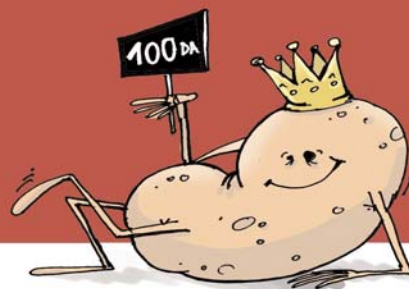
UNE CARGAISON de 38 tonnes d'arachides avariées a été refoulée par les services de contrôle aux frontières du port de Ghazaouet (Tlemcen), a indiqué, hier, le directeur régional du commerce d'Oran. Ces 38 tonnes d'arachides en provenance de l'Inde, d'une valeur de 5 millions DA, présentaient un taux de moisissure élevé, a indiqué à l'APS Fayçal Ettayeb. Il a rappelé que le 30 mars dernier un lot de 5,3 tonnes de dentifrice en provenance de Chine a été interdit d'admission au port de Ghazaouet par les services de contrôle aux frontières. Cette marchandise d'une valeur de 1,7 million DA a été refoulée pour défaut de mention d'étiquetage, a précisé le même responsable. Au port d'Oran, une cargaison de 22 tonnes de poissons congelés en provenance de Chine, d'une valeur de 4 millions DA a été interdite d'admission pour défaut d'étiquetage en langue arabe, a-t-il encore indiqué, ajoutant que 17 tonnes de chaussures et accessoires ont été aussi refoulées pour la même infraction. En matière de lutte contre les pratiques spéculatives sur des produits alimentaires ayant fait l'ob-

jet d'une flambée des prix, les brigades mixtes de contrôle relevant de la direction régionale du commerce d'Oran ont réalisé dernièrement deux opérations de contrôle, a-t-il fait savoir. La première a permis la saisie à Oran de plus de 30 tonnes de produits de première nécessité dont 8 tonnes de sucre, 5 tonnes de tomate concentrée et 3 tonnes de semoule stockées à l'intérieur d'un entrepôt, a-t-il fait observer, soutenant que cette marchandise sans facture, d'une valeur de 5 millions DA, était destinée à la spéculation. La deuxième opération, intervenue dans un intervalle de 10 jours, a permis la détection d'un autre contrevenant à Sidi Bel-Abbès ayant stocké, dans une chambre froide à des fins spéculatives, 5,5 tonnes de datte d'une valeur de 5,5 millions DA, a-t-il ajouté. Toutes les chambres froides de la région d'Oran ont été visitées et le mouvement de stocks surveillé, a assuré M. Ettayeb qui a expliqué que tout un dispositif de veille a été mis en place de manière à éviter cette rétention de stock des produits alimentaires et à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs. **Romaïssa L.**

Spécialisé dans la falsification de documents de véhicules Un réseau de faussaires démantelé à Ain Témouchent

LA BRIGADE de recherche et d'intervention du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Ain Témouchent a mis fin à l'activité d'un réseau spécialisé dans la falsification des documents de base des véhicules de luxe, a fait savoir, hier, la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. Agissant sur des informations faisant état d'un réseau de faussaires de documents, les enquêteurs ont pu saisir 4 dossiers de base falsifiés de véhicules importés, introduits frauduleusement à travers les frontières terrestres dont un véhicule en provenance de Suisse qui faisait l'objet de recherche par l'organisation internationale de la police judiciaire Interpol, explique la même source. Ce réseau criminel, composé de trois éléments, faisait délivrer de vraies cartes grises après le dépôt de dossiers de base falsifiés aux noms de personnes fictives, avec la complicité de fonctionnaires de l'APC de Ain Témouchent, avant de revendre les véhicules de contrebande à des prix concurrentiels, ajoute-t-elle. L'enquête a permis d'arrêter deux personnes, alors que le principal accusé, un émigré établi en France, a pu prendre la fuite. Les deux mis en cause dans cette affaire ont été placés sous contrôle judiciaire et un mandat d'arrêt a été lancé à l'encontre du principal accusé. **Zineb Y.**

Fruits et légumes: Importante hausse des prix



Loumis

Djalou@hotmail.com

Pour apologie au terrorisme sur facebook

Un homme arrêté à Ain Témouchent

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de wilaya d'Ain Témouchent ont procédé, dernièrement, à l'arrestation d'un individu accusé d'apologie d'actes terroristes liés à l'organisation terroriste Daech à travers les réseaux sociaux.

Par Riadh L.

C'est ce qu'a fait savoir avant-hier la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. Une enquête sur un suspect appartenant au courant salafiste intégriste a confirmé qu'il utilisait des comptes du réseau social Facebook, usant de noms d'emprunt pour communiquer avec des personnes de l'intérieur et de l'extérieur du pays et publiant des commentaires et des photos glorifiant l'organisation terroriste Daech, a indiqué la même source. L'individu a été arrêté en flagrant délit dans un cybercafé de la ville de Ain Témouchent en train d'effectuer une liaison sur son

compte électronique suite à un mandat d'arrêt du procureur de la République près le tribunal de Ain Témouchent. L'examen du téléphone mobile du suspect, de son ordinateur et d'autres supports électroniques, a permis de découvrir un grand nombre de documents et de fichiers

sonores et autres vidéos glorifiant les actes terroristes, selon la même source qui ajoute que le mis en cause dans cette affaire a fait l'objet d'un mandat de dépôt et a été placé en détention provisoire et son dossier transmis au pôle pénal spécialisé d'Oran. **R. L.**

ANP/ Lutte antiterroriste

Découverte d'une importante quantité de munitions

UNE CACHE contenant une importante quantité de munitions estimée à près de 2 000 balles de différents calibres et 6 chargeurs pour pistolet mitrailleur de type Kalachnikov a été découverte avant-hier par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à In Guezzam, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une patrouille de reconnaissance menée à In Guezzam (6° RM), un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, une cache contenant une importante quantité de munitions (1 981 balles) de différents calibres et 6 chargeurs pour pistolet mitrailleur de type Kalachnikov», a précisé la même source. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP «ont détruit à Boumerdès, Tizi Ouzou (1° RM), Tébessa, Batna et Bejaïa (5° RM) quatorze casemates pour terroristes, trois mines et quatre bombes de confection artisanale», tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté deux éléments de soutien aux groupes terroristes à Tébessa». Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi à Tlemcen (2° RM) 51 kilogrammes de kif traité», alors que d'autres détachements «ont saisi 22 240 unités de différentes boissons à El Oued et Ouargla (4° RM)».

Communiqué

Autoroute de Béjaïa

Les fournisseurs de l'entreprise chinoise CRCC en grève

AU MOINS 60 entreprises, soit l'essentiel des fournisseurs de l'entreprise Chinoise (CRCC) chargée de réaliser l'autoroute de Béjaïa, ont décidé d'entamer une grève de quatre jours depuis hier. Les fournisseurs et entreprises qui soumissionnent des marchés au compte de CRCC soit en produits divers, matériaux, location d'engins, outils, équipements, etc. exigent des responsables de l'entreprise le versement de leurs dus sous peine de poursuivre le mouvement de grève et de passer à un autre mode d'action plus radical. **H. C.**

Communiqué